Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L.
24. OCT 1977
Traduction - Vertaling
Coordination

AD.

L. 12.904/2.

By
F

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 4 août 1977, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux conditions de délivrance des autorisations de services spéciaux d'autobus et de services d'autocars", a donné le 20 septembre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1977 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de voorwaarden tot verlening van de machtigingen voor bijzondere autobusdiensten en voor autocardiensten", heeft de 20e septembre 1977 het volgend advies gegeven :

27.OCT.1977

INTITULE.

Pour les raisons qui seront exposées quant à la suppression proposée de l'article 3, l'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La phrase liminaire de l'article 1er doit être rédigée comme suit :

"L'article 13 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles est remplacé par la disposition suivante :".

Paragraphes 1er et 2 de l'article 13 nouveau.

Selon l'exposé des motifs, le projet ne concerne pas les services de transports scolaires régis par la loi du 26 avril 1962.

Cette loi, tout en supprimant dans l'article 11 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 la phrase qui visait les transports scolaires, dispose, dans son article 1er, que "le transport en commun des élèves des établissements d'enseignement ... est soumis au régime prévu pour les services spéciaux d'autobus par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946...",

.../...

mais, dans l'article 2, que le Ministre des Communications prend sa décision après avis d'une commission dont la loi prévoit la création et après avis des Ministres de l'Education nationale.

Les dispositions prévues dans le projet sous l'article 13, §§ 1 et 2, constituent les éléments du régime auquel sont soumis les services spéciaux d'autobus et ne sont pas incompatibles avec les dispositions particulières de la loi du 26 avril 1962. Il faudrait en conclure que les dispositions précitées sont applicables aux transports d'élèves.

Si la déclaration de l'exposé des motifs exprime bien l'intention du Gouvernement, cette intention doit être traduite en termes exprès, dans le projet lui-même.

Paragraphe 3 du même article 13 nouveau.

L'alinéa 1er concerne les affermages en cours à la date de l'entrée en vigueur de la loi en projet. Les fermiers pourront obtenir la reconduction de deux ans en deux ans, de leur contrat, à condition de réunir les conditions requises et pour autant "que le transport faisant l'objet du contrat continue à se justifier".

Selon les explications données au Conseil d'Etat, la durée de deux ans a été fixée en raison de la durée des autorisations qui, en fait, est de deux ans. La durée des autorisations étant laissée à l'appréciation de l'autorité compétente, et cette appréciation pouvant se modifier selon les circonstances, il serait préférable de ne pas fixer de manière rigide la durée de l'affermage, mais de la lier à la durée de l'autorisation. Il en est d'autant plus sûrement ainsi que, selon les mêmes explications, les mots "se justifier" signifient, dans l'intention du Gouvernement, "être autorisé".

.../...

L'article 21, alinéa 3, auquel il est fait référence, dispose que "le Ministre des Communications pourra s'opposer à la cession d'exploitation lorsque le cessionnaire ne présente pas les garanties morales et matérielles indispensables".

L'intention du Gouvernement étant de rendre cette disposition applicable en cas de reconduction de l'affermage, les mots "pour autant qu'il continue à remplir les conditions requises à l'article 21, alinéa 3", devraient être remplacés par "sans préjudice de l'application de l'article 21, alinéa 3".

Par ailleurs, cette disposition doit faire l'objet d'un article séparé à insérer à la fin du texte et ne pas être introduite dans l'arrêté-loi du 30 décembre 1946.
La rédaction suivante est proposée :

"Article ... En ce qui concerne les transports de main-d'oeuvre, tout contrat d'affermage en cours dans le mois qui précède la date d'entrée en vigueur de la présente loi, est reconduit, à la demande du transporteur, et sans préjudice de l'application de l'article 21, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 pour la durée de l'autorisation ou, le cas échéant, pour la durée du renouvellement de celle-ci".

L'alinéa 2 du § 3, qui constitue une disposition permanente relative au transport de main-d'oeuvre devrait être inséré dans le § 4, lequel deviendrait le § 3.

Paragraphe 4 du même article 13 nouveau.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"§ 3. Les autorisations de services spéciaux d'autobus relatifs au transport de main-d'oeuvre sont délivrées aux conditions suivantes :

1. Les frais de transport doivent être à charge des employeurs.

Toutefois ... (comme au projet).

La présente disposition ... (comme au projet).

2. Le transporteur doit satisfaire aux conditions fixées par le Roi. Ces conditions concernent la moralité, la compétence professionnelle et la solvabilité du transporteur, la qualité du matériel, la sécurité et les tarifs".

Article 2.

Dans le liminaire, les mots "abrogé et" doivent être omis.

Pour le surplus, la rédaction suivante est proposée pour l'article 15 que cet article 2 remplace.

"Article 15. Les autorisations d'exploiter des services d'autocars sont délivrées par le Ministre des Communications aux demandeurs qui satisfont aux conditions fixées par le Roi.

Ces conditions concernent la moralité, la compétence professionnelle et la solvabilité du demandeur, la qualité du matériel, la sécurité et les tarifs.

Le Roi peut déterminer les critères d'opportunité en vertu desquels de nouveaux services ou l'extension d'entreprises existantes peuvent être autorisés.

Dans l'attente ... (comme au projet).

.../...

Le Ministre des Communications ... (comme au projet)".

Article qu'il est proposé d'ajouter après l'article 2 du projet.

L'article 22, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 dispose :

"En cas d'infraction grave aux clauses et conditions de l'acte d'autorisation, le retrait sans indemnité pourra en être prononcé, le bénéficiaire de l'autorisation entendu :

par le Ministre des Communications, s'il s'agit d'un service spécial d'autobus ou d'une autorisation provisoire ou temporaire dont question aux articles 8 et 15;

par le Roi, pour les autres catégories de services".

Les autorisations d'exploiter des services d'autocars relevant, désormais, selon le projet, de la compétence du Ministre des Communications, il serait logique que le retrait de ces autorisations soit décidé par le Ministre des Communications.

Il est, en conséquence, proposé d'ajouter à la loi en projet un article modifiant l'article 22, alinéa 1er de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946, article qui serait rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'article 22, alinéa 1er, du même arrêté-loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"En cas d'infraction grave aux clauses et conditions de l'acte d'autorisation, celle-ci peut être retirée sans indemnité, le bénéficiaire de l'autorisation entendu :

par le Roi, s'il s'agit d'une autorisation de service public d'autobus;

par le Ministre des Communications, s'il s'agit d'une autorisation de service spécial d'autobus ou de service d'autocars, ou de l'autorisation provisoire ou temporaire visée à l'article 8".

Article 3 du projet.

L'article 3 est dénué de portée normative. Ou la loi en projet est contraire au Règlement C.E.E. (et cette contrariété pourrait éventuellement s'étendre à d'autres dispositions de l'arrêté-loi), ou il n'y a pas d'incompatibilité. Dans la première hypothèse, le projet devrait être modifié; dans la seconde, la disposition est inutile.

Le Règlement C.E.E. 517/72 est applicable aux services réguliers et aux services réguliers spécialisés de transports internationaux de voyageurs par route. Il s'applique donc aux services spéciaux d'autobus établis entre la Belgique et un pays voisin. (Il s'agit principalement, en fait, de transports de main-d'oeuvre vers la Hollande).

Il ne paraît exister aucune incompatibilité de principe entre le Règlement C.E.E. et la loi en projet. Mais il appartiendra au Gouvernement de se conformer, dans l'application du règlement, aux règles particulières que ce dernier prévoit (par exemple : la consultation des Etats intéressés).

L'article 3 du projet devrait donc être omis et l'exposé des motifs, modifié en conséquence.

OPSCHRIFT.

Om de redenen die verder in het advies worden opgegeven in verband met de voorgestelde schrapping van artikel 3, zou het opschrift als volgt moeten worden geredigeerd :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

De inleidende volzin van artikel 1 moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 13 van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen wordt door de volgende bepaling vervangen :".

Paragrafen 1 en 2 van het nieuwe artikel 13.

Volgens de memorie van toelichting geldt het ontwerp niet voor de diensten voor leerlingenvervoer, die geregeld zijn bij de wet van 26 april 1962.

.../...

Deze wet schrapt in artikel 11 van de besluitwet van 30 december 1946 de woorden die betrekking hadden op het leerlingenvervoer en bepaalt in artikel 1 : "Het gemeenschappelijk vervoer van leerlingen van de inrichtingen voor ... onderwijs ... wordt onderworpen aan de regeling die voor de bijzondere autobusdiensten bepaald is bij de besluitwet van 30 december 1946 ...", maar stelt in artikel 2 dat de Minister van Verkeerswezen zijn beslissing neemt na advies van een door de wet ingestelde commissie en na advies van de Ministers van Nationale Opvoeding.

De bepalingen welke het ontwerp in het nieuwe artikel 13, §§ 1 en 2, vaststelt, maken deel uit van de regeling die voor de bijzondere autobusdiensten geldt en zijn niet onbestaanbaar met de bijzondere bepalingen van de wet van 26 april 1962. Hieruit zou moeten worden afgeleid dat de genoemde bepalingen op het leerlingenvervoer toepasselijk zijn.

Geeft de memorie van toelichting de bedoeling van de Regering juist weer, dan moet deze uitdrukkelijk worden verwoord in het ontwerp zelf.

Paragraaf 3 van hetzelfde nieuwe artikel 13.

Het eerste lid heeft betrekking op de bij de inwerkingtreding van de ontwerp-wet lopende pachtovereenkomsten. De pachters kunnen hun overeenkomst telkens met twee jaar verlengd zien op voorwaarde dat zij aan de gestelde eisen voldoen en "het vervoer waarop de overeenkomst slaat, gerechtvaardigd blijft".

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, is de duur van de verlenging op telkens twee jaar bepaald omdat ook de machtigingen in feite voor twee jaar worden verleend. Aangezien de duur van de machtigingen vrij wordt bepaald door de bevoegde overheid die daarbij rekening kan houden met de omstandigheden, verdient het aanbeveling de duur van de verpachting niet strak te bepalen maar aan de duur van de machtiging te koppelen; des te meer daar, volgens dezelfde verklaringen, de Regering met "gerechtvaardigd" bedoelt "gemachtigd".

Artikel 21, derde lid, waarnaar wordt verwezen, bepaalt dat "de Minister van Verkeerswezen zich tegen de overlating van exploitatie kan verzetten, als de overnemer niet de onontbeerlijke morele en materiële waarborgen biedt".

Aangezien de Regering die bepaling toegepast wil zien bij verlenging van de pachtovereenkomst, zouden de woorden "indien hij aan de door artikel 21, 3e alinea, gestelde eisen blijft voldoen" moeten worden vervangen door de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 21, derde lid".

Deze bepaling moet een afzonderlijk artikel vormen aan het slot van de tekst en mag niet worden ingevoegd in de besluitwet van 30 december 1946. Voorgesteld wordt :

"Artikel ... Inzake arbeidersvervoer wordt elke pachtovereenkomst, geldig tijdens de maand die aan de datum van inwerkingtreding van deze wet voorafgaat, op verzoek van de vervoerder en onverminderd de toepassing van

.../...

artikel 21, derde lid, van de besluitwet van 30 december 1946, verlengd voor de duur van de machtiging of, in voorkomend geval, voor de duur waarvoor de machtiging is vernieuwd".

Het tweede lid van § 3, dat een blijvende bepaling inzake arbeidersvervoer is, zou moeten worden ingevoegd in § 4, die dan § 3 wordt.

Paragraaf 4 van hetzelfde nieuwe artikel 13.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"§ 3. De machtigingen voor bijzondere autobusdiensten voor arbeidersvervoer worden afgegeven onder de volgende voorwaarden :

1. De vervoerkosten moeten ten laste van de werkgevers komen.

De werkgevers ... (zoals in het ontwerp).

Deze bepaling ... (zoals in het ontwerp).

2. De vervoerder moet aan de door de Koning gestelde eisen voldoen. Deze hebben betrekking op het zedelijk gedrag, de beroepsbekwaamheid en de solvabiliteit van de vervoerder, de kwaliteit van het materieel, de veiligheid en de tarieven".

.../...

Artikel 2.

De inleidende volzin moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 15 van dezelfde besluitwet wordt door de volgende bepaling vervangen".

Voorts wordt voorgesteld artikel 15, dat door dit artikel 2 wordt vervangen, als volgt te redigeren :

"Artikel 15. De machtigingen tot het exploiteren van autocardiensten worden door de Minister van Verkeerswezen afgegeven aan de aanvragers die aan de door de Koning gestelde eisen voldoen.

Die eisen hebben betrekking op het zedelijk gedrag, de beroepsbekwaamheid en de solvabiliteit van de aanvrager, de kwaliteit van het materieel, de veiligheid en de tarieven.

De Koning kan opportuniteitsmaatstaven vaststellen volgens welke machtiging kan worden verleend voor nieuwe diensten of voor uitbreiding van bestaande ondernemingen.

In afwachting van ... (zoals in het ontwerp, maar men schrijve "zes maanden" in plaats van "zes maand").

.../...

De Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde kan machtigingen voor autocardiensten voor een of meer bepaalde reizen afgeven".

Artikel waarvan de invoeging na artikel 2 van het ontwerp wordt voorgesteld.

Artikel 22, eerste lid, van de besluitwet van 30 december 1946 bepaalt :

"Bij zware overtreding van de bepalingen en voorwaarden van de akte van machtiging kan, nadat de houder van de machtiging werd gehoord, deze intrekking zonder schadeloosstelling worden uitgesproken :

door de Minister van Verkeerswezen, indien het een bijzondere autobusdienst geldt of een voorlopige of tijdelijke machtiging waarvan sprake in artikelen 8 en 15;

door de Koning voor de andere categorieën van diensten".

Aangezien de machtigingen tot het exploiteren van autocardiensten volgens het ontwerp voortaan onder de bevoegdheid van de Minister van Verkeerswezen vallen, zou het logisch zijn dat die Minister ook zou beslissen over de intrekking van die machtigingen.

.../...

Daarom wordt voorgesteld de ontwerp-wet aan te vullen met een artikel tot wijziging van artikel 22, eerste lid, van de besluitwet van 30 december 1946, dat als volgt kan worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

Artikel 22, eerste lid, van dezelfde besluitwet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Bij ernstige overtreding van de bepalingen en voorwaarden van de akte van machtiging, kan deze, de houder van de machtiging gehoord, zonder schadeloosstelling worden ingetrokken :

door de Koning, wanneer het gaat om een machtiging voor een openbare autobusdienst;

door de Minister van Verkeerswezen, wanneer het gaat om een machtiging voor een bijzondere autobusdienst of een autocardienst, of om de voorlopige of tijdelijke machtiging bedoeld in artikel 8".

Artikel 3 van het ontwerp.

Artikel 3 is niet normatief. Ofwel is de ontwerp-wet in strijd met de E.E.G.-Verordening (en die strijdigheid zou eventueel ook andere bepalingen van de besluitwet kunnen raken), ofwel is er geen onverenigbaarheid. In het eerste geval zou het ontwerp gewijzigd moeten worden; in het tweede geval is de bepaling overbodig.

.../...

De E.E.G.-Verordening 517/72 is van toepassing op de geregelde diensten en op de gespecialiseerde geregelde diensten voor internationaal vervoer van personen over de weg, dus op de bijzondere autobusdiensten tussen België en een buurland. (In feite gaat het hoofdzakelijk om arbeidersvervoer naar Nederland).

Er blijkt geen enkele principiële onverenigbaarheid te bestaan tussen de E.E.G.-Verordening en de ontwerp-wet. Maar de Regering zal zich bij de toepassing van die Verordening moeten gedragen naar de daarin gestelde bijzondere regels (bijvoorbeeld raadpleging van de betrokken Staten).

Artikel 3 van het ontwerp zou dus moeten vervallen en de memorie van toelichting dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer wasssamengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.